

« Gilets jaunes, syndicalistes : “le grand débat”, on n’y va pas ! »

(entendu lors d'une assemblée de gilets jaunes et de militants syndicaux, le 10 janvier, à la Bourse du travail de Toulouse)

L'extrême fragilité du pouvoir

Isolé de la majorité de la population, replié sur les cercles de plus en plus étroits de ses conseillers, le président Emmanuel Macron a décidé de jouer le tout pour le tout. Il s'est adressé ce lundi 14 janvier par lettre à tous les Français pour les inviter à s'inscrire dans le « grand débat » qu'il a décidé d'organiser.

Puisant dans l'arsenal des pires pratiques bonapartistes, le président de la République élu au suffrage universel, se considérant comme le dépositaire à titre personnel du pouvoir, a décidé de s'adresser à chaque Français pour leur dire, au-delà des banalités et des contre-vérités.

Mais surtout, Macron doit ouvrir un débouché politique « en remettant syndicats et corps intermédiaires dans les tuyaux », confiait au *Journal du dimanche* (JDD) un « proche du président ».

L'objectif est lâché. Le gouvernement doit réussir à impliquer jusqu'au bout dans ce dispositif intégrationniste les directions des organisations syndicales de classe. Un rôle que rejette l'immense majorité des militants syndicalistes refusant en particulier d'entrer dans un « grand débat » qui transformerait le syndicat en « corps intermédiaire ».

Dans le camp des défenseurs des intérêts du capital, on ne cesse néanmoins de s'inquiéter. Le JDD daté du 13 janvier relève que la mobilisation de l'acte IX n'a pas faibli. Et c'est là l'élément essentiel de toute la situation. « *Toujours englué dans la crise, écrit-il, Emmanuel Macron joue gros dans les jours qui viennent. Mais pas seulement. Au-delà d'une mobilisation qui persiste, et des difficultés d'organisation du grand débat (...), le chef de l'État doit retrouver rapidement de l'oxygène pour s'ex-traire de cette mauvaise passe.* »

L'année s'ouvre dans une situation où le pouvoir, plus isolé que jamais de la société, réduit à la petite équipe rassemblée autour du bonaparte, ne peut empêcher le doute de s'insinuer au sein des forces qu'il est censé représenter. Les développements de ces derniers jours indiquent que nous sommes entrés dans une période d'instabilité totale.

Le signe avant-coureur de l'ébranlement qui mûrit...

Mais en dépit des provocations, en dépit du chantage au chaos, trois mois après leur apparition, les gilets jaunes sont toujours là. L'acte IX a dépassé le nombre de gilets jaunes mobilisés du samedi précédent. Le mouvement tient, il s'est même enraciné.

Le soulèvement des gilets jaunes constitue l'indiscutable signe avant-coureur de l'ébranlement qui mûrit au sein de la classe ouvrière et dont les prochaines répliques se dirigeront inéluctablement contre les fondements de tout le système d'exploitation et contre toutes les institutions à son service.

La force de ce premier soulèvement a résidé dans la spontanéité de son surgissement qui lui a permis d'échapper au carcan des vieilles directions. Seule la méfiance à l'égard de toutes les tentatives faites de l'extérieur pour « organiser » le mouvement, le doter de « représentants » et d'un « programme » lui a fourni l'énergie, la confiance dans ses propres forces et la sympathie de l'immense majorité du peuple de ce pays.

... et qui posera dans toute sa puissance la question de la démocratie politique

Il ne fait aucun doute que derrière ce premier soulèvement se profile dans toute sa puissance la question de la démocratie politique, la question de l'abrogation des institutions de la V^e République et des pouvoirs exorbitants qu'elle confère au président-bonaparte, comme en témoigne le slogan « Macron démission ! » Rejetant tous les simulacres organisés par le pouvoir pour tenter de sauver les institutions en les réformant, qu'il s'agisse du « grand débat » programmé d'en haut par le président avant les élections européennes, ou d'un référendum sur les institutions...

La défense de l'indépendance syndicale contre « Le grand débat »

La façon dont les gilets jaunes ont commencé à établir le contact « par en bas », en dehors de tout patronage des directions confédérales, dans les localités, avec les militants des unions locales des confédérations est une précieuse indication.

Au moment où le gouvernement tente de rassembler toutes les forces dont il dispose pour aller jusqu'au terme de ses « réformes », la question de l'indépendance des organisations syndicales, rejetant tout simulacre de « grand débat » comme de « petits débats locaux », s'installe comme un axe central du combat des militants ouvriers comme celui de la question de la grève, de la préparation et de l'organisation de vraies grèves pour arracher les revendications.

D'où l'importance dans cette situation de tenir fermement le fil des décisions du rassemblement du 10 novembre du Comité national de résistance et de reconquête (CNRR).

Chaque semaine, lisez *Informations ouvrières*